



SNV

Citoyenneté et résilience de la jeunesse



Contexte

Le Mali, accorde une importance à la prise en compte des questions de genre dans le processus de développement. Ce pays a hérité d'une culture de tolérance, d'assistance et de solidarité qui constitue le socle des relations entre les hommes et les femmes. Cependant, cette même culture est également à l'origine de normes sociales qui portent souvent préjudices aux femmes, conduisant ainsi à leur marginalisation dans la société.

Ainsi, la faible participation des jeunes, en particulier des femmes aux espaces décisionnels, leur sous-représentation dans les initiatives socio-économiques et les postes de responsabilité sont pratiques courantes au Mali. On constate également une grande inégalité de genre et d'âge, avec une supériorité numérique écrasante des hommes adultes dans les postes de décision, dans l'accès aux services et les institutions publiques et parapubliques. Dans de nombreuses organisations, le nombre de femmes est si limité qu'elles sont reléguées au rôle de figurantes. Selon le classement du PNUD, le Mali se trouvait au 135e rang sur 169 pays en matière d'indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH, 2010).

Ce phénomène s'est amplifié à partir de 2012. La crise multidimensionnelle que traverse le Mali a sérieusement affecté la fourniture par l'État des services sociaux de base, tels l'éducation, la santé, l'eau potable. Elle a également réduit la participation des populations, notamment les jeunes et les femmes, aux activités de développement de leurs localités.

Améliorer la gouvernance, la redevabilité des responsables publics, la cohésion sociale et la gestion non violente des conflits sont devenus des objectifs prioritaires dans ce contexte de crise, d'appropriation des richesses du pays par une minorité et de perte de repères d'une jeunesse susceptible de se laisser entraîner dans des dérives nuisibles et violentes.

Au regard de ces constats, l'Ambassade des Pays-Bas et ses partenaires (SNV, Oxfam, ICCO,) ont initié le programme « Jeunesse, Gouvernance et Cohésion sociale ». Le projet a été conçu à partir d'une analyse des causes des conflits et des conséquences qu'ils pourraient engendrer. Le Programme Gouvernance Locale Redevable (PGLR) cible les jeunes femmes et hommes de 18 à 35 ans, et a démarré en novembre 2014. Il prendra fin en décembre 2020.

Stratégies de mise en œuvre

Le PGLR est mis en œuvre par 2000 jeunes femmes et 2000 jeunes hommes dans 180 Communes d'intervention. Ces 4000 Jeunes¹ sont accompagnés par 70 conseillers et conseillères terrain issus de 14 ONG locales et de trois ONG internationales, sur financement de l'Ambassade des Pays-Bas. Le projet intervient dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka.

Communication sur les objectifs du programme

En 2015, les Jeunes des zones d'intervention du programme ont été informés par la radio locale du

¹ L'utilisation d'une majuscule à Jeune indique l'inclusion du masculin et du féminin et permet d'éviter la répétition.



démarrage d'un programme consacré à la jeunesse dans leur commune. Les candidats devaient répondre à un certain nombre de critères: être âgés entre 18 et 35 ans, inclusifs, conciliateurs, engagés et volontaires.

Un jeune leader point focal: « *Moi je trouve que c'est la 1ere fois qu'un projet intervient dans notre commune uniquement pour les jeunes et la gouvernance, donc c'est une opportunité pour nous de profiter au maximum pour le bien-être des populations de notre commune* »

Sélection des Jeunes et exigences de parité

En diffusant leur appel à candidature, les radios locales ont fait savoir que le projet exigeait la parité des effectifs, ce qui a provoqué des contestations, mais également encouragé les jeunes femmes à se présenter. Pour assurer un maximum de transparence au processus, les Jeunes devaient remplir un formulaire de candidature et le soumettre à une commission de validation. Les candidatures se sont donc faites de manière spontanée, ou par le biais des associations à la base.

Formation et coaching personnalisé

Les 70 conseillers et conseillères terrain des 14 partenaires de mise en œuvre (PMO) affectés au PGLR ont dispensé des formations à l'intention des *jeunes bénéficiaires*. Ils ont également assuré un coaching personnalisé auprès de groupes de 22 jeunes leaders composés de 11 jeunes femmes et 11 jeunes hommes. Les Jeunes leaders ont été outillés pour intervenir dans la gestion des affaires et des services publics grâce à des ateliers de partage de connaissances sur des thèmes tels que les droits économiques, sociaux et culturels (DESC), la vie associative, l'éducation à la citoyenneté et au contrôle citoyen, les femmes et la décentralisation, les plans de développement communaux, la restitution publique du bilan de gestion d'une commune, les avantages et les inconvénients de l'émigration, la gestion non violente des conflits et la demande de redevabilité au niveau communal. De plus, ils ont été dotés d'un guide d'actions pour faire face aux défis de leur commune.

Un jeune leader point focal: « *C'est la première fois que je m'adresse aux autorités communales pour parler et cela, parce que j'ai été choisi comme jeune point focal de ma commune. Même sans traitement, je m'engage à travailler avec le PGLR parce que j'apprends beaucoup sur la gestion communale et je commence à bien voir les choses* ».

Un président du Conseil Communal des Jeunes: « *En toute franchise je ne maîtrisais pas les textes réglementant la création et le fonctionnement d'une association de jeunesse... j'ai pris conscience que je ne suis pas dans la légalité en tant que président du CCJ car j'ai 39 ans* ».

Les autorités mises à contribution pour informer les jeunes sur la redevabilité

Plusieurs autorités communales et des agents des services décentralisés se sont portés volontaires pour exposer le fonctionnement de la commune, de la mairie et de la préfecture devant un public composé de Jeunes leaders, de journalistes des radios locales et autres représentants de la société civile et organisations de base de la commune. Ces interventions furent édifiantes quant aux obligations des responsables publics en matière de gouvernance et de reddition des comptes publics.

Les Jeunes sont à présent confiants de pouvoir demander de nouvelles rencontres avec ces autorités au besoin. Cette double stratégie de mise en relation et de connaissance des droits et devoirs de chacun a été appliquée également par le programme auprès des responsables des organismes de gestion des services publics (OGSP) en santé, éducation et eau potable des communes.

Un maire de commune: « *C'est la première fois que les jeunes de ma commune me demandent de faire la restitution du compte administratif... avant ils ne s'intéressaient pas à la gestion communale de plus, ils sont aujourd'hui impliqués dans tous les évènements d'intérêts publics* ».

Un jeune leader point focal: « *Nous jeunes, grâce au PGLR, nous sommes impliqués dans les activités de développement de la commune. Nous sommes maintenant sollicités par les élus, chose qui ne se faisait pas* ».

Résultats

Renforcement de capacités supplémentaires sur le rôle citoyen des jeunes

Ces ateliers et rencontres avec les autorités communales ont permis aux Jeunes de constater plusieurs insuffisances en matière de gouvernance et de reddition des comptes dans leurs communes. Pour y faire suite, ils ont exprimé leurs besoins en renforcement de compétences à leurs coaches dans les domaines suivants: analyse de problème, prise de parole en public, lobbying, plaidoyer, mobilisation populaire. C'est dans ce rôle que les coaches des PMO ont pu alimenter



une relation de confiance avec les groupes de jeunes leaders de leurs communes, en particulier avec les deux points focaux de chaque groupe.

L'adjointe au maire d'une commune rurale:

« La réussite du PGLR est indéniable, en investissant dans la jeunesse qui constitue l'avenir, cette dernière informée, formée et renforcée est devenue un acteur majeur incontournable dans le développement de la commune ».

Une jeune leader: *« En tant que jeune leader femme, je vais m'investir désormais pour veiller et chercher à appliquer les pratiques de bonne gouvernance afin que ma commune soit une commune de référence en termes de redevabilité vis-à-vis des communautés ».*

Participation des jeunes femmes leaders aux débats publics

Les jeunes femmes leaders ont compris que leur participation et leur prise de parole lors des événements publics communaux sont un gage de transparence et de performance des responsables publics. Elles ont été 3717 à contribuer aux débats publics sur le budget communal et sur les restitutions publiques du compte administratif des mairies (bilan de l'utilisation des finances de la commune). Plus de 22 553 jeunes femmes ont assisté aux restitutions publiques des comités de gestion des services sociaux communaux (santé, eau, éducation) qui de nos jours, maîtrisent mieux leurs rôles et responsabilités et constituent des acteurs engagés dans le processus de réconciliation et de consolidation de la paix. L'amélioration de la gouvernance de la santé a fait progresser l'utilisation des services dont les CPN (consultations prénatales). Cette approche participative a eu pour effet d'augmenter le taux de paiement des impôts et des taxes par les populations.

Mise en réseau pour rompre l'isolement des jeunes

Plusieurs jeunes leaders points focaux sont très actifs dans les échanges du groupe WhatsApp et Telegram afin de partager les activités et événements de leurs groupes, également postés sur la page Facebook du programme. Ils affirment que ces partages sur les réseaux permettent de rompre leur isolement, de partager leurs idées avec les élites locales engagées pour faire face à la crise et améliorer les services publics.

Actions spécifiques ciblant les femmes

Plusieurs jeunes femmes leaders sont attirées par le programme parce qu'il poursuit des objectifs spécifiquement féminins, dont la mobilisation des femmes pour la pratique des CPN (consultations pré-

natales) et les opportunités de financement pour la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus pour les femmes. De plus, les femmes allaitantes participent aux activités avec leurs bébés, sans recevoir de remarques désobligeantes. Malheureusement, certaines d'entre elles ne peuvent se déplacer lorsque les activités ont lieu hors de leurs communes.

Une jeune leader: *« Le mariage avant l'âge de 18 ans concerne la majorité des jeunes filles de chez nous ; nos parents ignorent que le mariage précoce peut amener des complications lors des grossesses et même aller jusqu'à la mortalité maternelle ou infantile". J'informerai tous mes parents des dangers que court une fille mariée avant sa maturité physiologique ».*

Leçons apprises

Gérer les conflits en passant par les jeunes leaders

Certains jeunes leaders se définissent comme des médiateurs dans l'âme et parviennent à convaincre leurs concitoyens de régler leurs différends par le dialogue et non la violence. Déçus de ne pouvoir intégrer les comités de gestion de conflits de leurs communes essentiellement composés d'élites locales âgées, ils se sont positionnés en amont des comités afin d'apaiser les tensions et jouent le rôle de « lanceurs d'alerte » lorsqu'une situation conflictuelle risque de dégénérer.

Une représentante des éleveurs d'une commune: *« Je remercie les jeunes pour cette initiative noble autour des conflits entre agriculteurs et éleveurs ... ces conflits perdurent tant que les acteurs ne communiquent pas, n'échangent pas et si des jeunes rappellent à nous, les vieux, à vivre et à cohabiter ensemble, c'est une bonne chose ».*

Une présidente d'association: *« Nous, en tant que femmes leaders, nous allons collaborer avec le comité mis en place pour prévenir et gérer les conflits dans notre commune. Nous avons un rôle déterminant à jouer dans le processus du maintien de la paix et de la cohésion sociale ».*

Un jeune leader: *« La crise sécuritaire a créé un fossé entre les jeunes noirs sédentaires et les jeunes tamasheqs et arabes, crise qui a occasionné l'exil dans les pays comme la Mauritanie, le Niger. Aujourd'hui dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Gouvernance Locale (PGLR), les jeunes se sont retrouvés, se sont réunis et aujourd'hui ils sont plus que jamais unis ».*



Assurer la relève des gouvernants

Les jeunes ont réalisé que l'amélioration de leurs connaissances et de leurs compétences, doublée d'une pratique de demandeurs de redevabilité, les ont préparés à devenir des responsables publics. C'est ainsi qu'ils détiennent à ce jour 8661 postes dans les conseils communaux, les mairies et les comités de gestion des OGSP, comparés à 6749 postes en 2015. 4049 de ces postes sont détenus par des jeunes femmes. La défiance des jeunes face à leurs aînés et responsables publics se résorbe peu à peu dans les communes d'intervention grâce aux débats intergénérationnels qui créent des liens entre les jeunes et les « sages ».

Un maire cité par un jeune leader: « Il a reconnu le rôle important joué par les jeunes leaders de sa commune depuis leur sélection. Pour preuve, avec la sensibilisation des membres de l'ASACO, le bureau a été renouvelé après 10 ans et 7 jeunes (5 hommes et 2 femmes) sur 24 membres ont siégé. C'est aussi suite à la « pression » des jeunes leaders que le maire a organisé la restitution de son compte administratif ».

Assurer une sécurité économique pour exercer leurs rôles de citoyens

Certains jeunes leaders déplorent le manque d'assises économiques nécessaires pour satisfaire leurs besoins essentiels avant de pouvoir contribuer bénévolement à un programme d'utilité publique. Ce constat a amené le programme à revoir sa stratégie et à encourager les activités génératrices de revenu grâce à la mise en place d'un fonds de crédit pour soutenir des secteurs économiques porteurs. Des kits de démarrage ont été octroyés aux jeunes pour financer leurs activités génératrices de revenus. Certains ont été placés en formation professionnelle auprès de partenaires. L'initiative de fonds d'emplois pour les Jeunes, portée par les communes a été appuyée et les jeunes ont été mis en relation avec d'autres projets de création d'emploi.

Une jeune leader: « Je suis contente de la formation sur la savonnerie et désormais je resterai dans mon village pour consacrer une partie de mon temps à la production du savon et je n'irai plus en exode. Je reste dans mon village.

Doter les jeunes d'une capacité financière afin qu'ils contribuent financièrement à la réalisation d'activités régaliennes de leurs aînés (débat publics des conseils communaux, assemblées générales, restitutions publiques et renouvellement des membres des comités de gestion des OGSP) est également une stratégie efficace, car elle a permis leur réalisation en quantité et en qualité. Certaines de ces activités n'avaient pas eu lieu depuis plus de 10 ans.

Par ce programme, la SNV démontre que le renforcement des capacités de jeunes leaders hommes et femmes à la citoyenneté et leur participation effective aux espaces décisionnels sont des moyens efficaces pour améliorer la gouvernance des affaires et des services publics dans un État fragilisé et instaurer un dialogue intergénérationnel, voire inter-ethnique. Parmi les bonnes pratiques en matière de cohésion sociale et de maintien d'une culture de paix, il convient de citer la promotion de la culture et du sport, l'amélioration des services publics (eau, santé, éducation), notamment pour les jeunes filles, l'appui à la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus et la gestion déléguée aux jeunes des maisons des jeunes comme espace d'échange et de socialisation.